

<http://www.ujfp.org/spip.php?article5034>



**À Toulouse comme ailleurs,
c'est l'occupant qu'il faut
sanctionner, pas les
boycotteurs !**

UJFP

UJFP en action - Communiqués de l'UJFP -
Date de mise en ligne : mardi 28 juin 2016

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Depuis des décennies au Proche-Orient, l'État d'Israël viole le droit international. Les Palestiniens connaissent l'occupation, la colonisation, les massacres, le blocus de Gaza, l'emprisonnement massif, les destructions de maisons, les expulsions, le vol de la terre et de l'eau, l'interdiction de sortir de la cage ... Dans ses conclusions, le tribunal Russell pour la Palestine a dit que l'État d'Israël était coupable du crime d'apartheid, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

Les Palestiniens ne demandent pas l'impossible. Comme tous les êtres humains, ils demandent, la liberté, l'égalité et la justice.

Si une telle situation se maintient dans la durée, c'est avant tout parce que l'Occident en général et les autorités françaises en particulier sont complices. Ce n'est pas parce qu'ils sont mal informés que nos dirigeants soutiennent inconditionnellement Nétanyahou, c'est parce que l'État d'Israël, surarmé, aux technologies de pointe, capable de contrôler, d'enfermer et de martyriser tout un peuple, demeure une extension coloniale de l'Europe à laquelle ils s'identifient. Israël est aussi aujourd'hui un allié majeur des puissances occidentales aux visions conservatrices, néolibérales et en lutte contre l'islam.

En Afrique du Sud, pour mettre fin à l'apartheid, il avait fallu la conjonction de la résistance du peuple sud-africain et la capacité des sociétés civiles du monde entier à imposer le boycott.

Au Proche-Orient, puisque les dirigeants occidentaux sont complices de l'écrasement du peuple palestinien par un État colonial, c'est à nous d'imposer que l'occupant soit puni. C'est là tout le sens du BDS. C'est parce qu'il rencontre des succès grandissants, c'est parce qu'il parvient à isoler l'occupant et à toucher son image qu'il est aujourd'hui attaqué avec la virulence que nous voyons.

Le même gouvernement français qui se permet d'interdire des manifestations et qui se déclare l'ami des Nétanyahou, Lieberman ou Bennet, essaie de criminaliser le BDS. Les prétextes les plus éhontés sont utilisés :

- « entrave au commerce » alors qu'il est non seulement légitime mais moralement indispensable d'isoler les pays qui contreviennent au droit international ;
- « le BDS commettrait des discriminations et serait antisémite » alors que le BDS est un mouvement antiraciste qui se réclame de valeurs universelles.

Le gouvernement français qui lance la justice contre ceux qui défendent la Palestine, ne s'est jamais privé d'appeler au boycott d'autres pays (Russie, Iran ...).

L'Union Juive Française pour la Paix qui fait partie de BDS France, soutient tou-te-s les militant-e-s poursuivi-e-s pour leur participation au BDS. Le 30 juin, ce sont nos camarades de Toulouse qui sont poursuivis pour un prétexte complètement fallacieux.

Nous les soutenons totalement et nous prévenons : rien n'arrêtera le BDS et le soutien aux droits du peuple palestinien.

Le Bureau National de l'UJFP, le 28 juin 2016